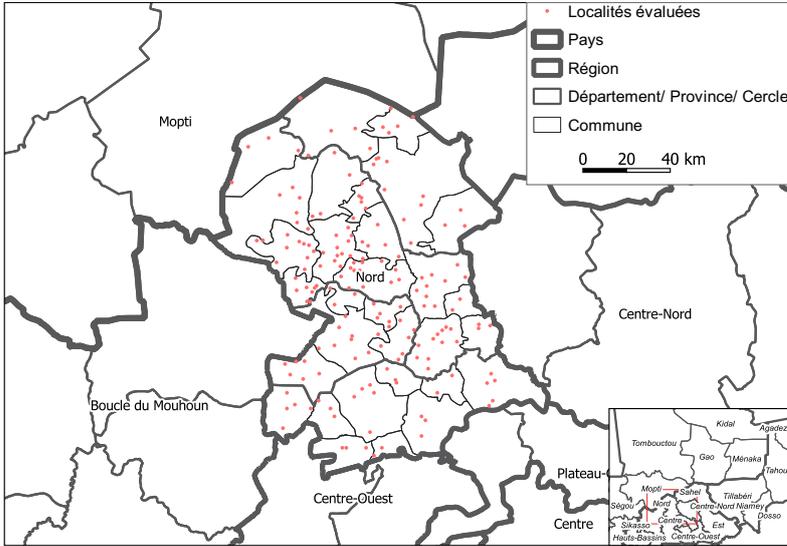


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Nord



Communes couvertes

- Province du Loroum** : Communes de Banh, Ouindigui, Solle, Titao
- Province du Passore** : Communes d'Arbolle, Bagaré, Boken, Gomponsom, Kirsi, La-Toden, Pilimpikou, Samba, Yako
- Province du Yatenga** : Communes de Barga, Kain, Kalsaka, Kossouka, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Oula, Rambo, Senguenea, Tangaye, Thiou, Zogore
- Province du Zondoma** : Communes de Bassi, Boussou, Goursi, Leba, Tougo

Couverture de l'évaluation

- 213 IC interviewés**
 - 200 ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
 - 13 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
- 191 localités évaluées**
- 4/4 provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus**

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 501 775 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 novembre 2021¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Nord, au mois de novembre 2021. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 9 et le 30 novembre 2021. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Nord			
	Loroum	Passore	Yatenga	Zondoma
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	64%	58%	87%	68%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 derniers jours ²	44%	27%	14%	16%
L'arrivée de retournés aux cours des 30 derniers jours ²	25%	0%	20%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	80%	27%	75%	48%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	88%	3%	39%	3%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	16%	0%	2%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	12%	0%	3%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	32%	9%	5%	3%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	69%	53%	53%	43%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	97%	0%	28%	0%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	96%	21%	63%	26%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), novembre 2021
 2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en

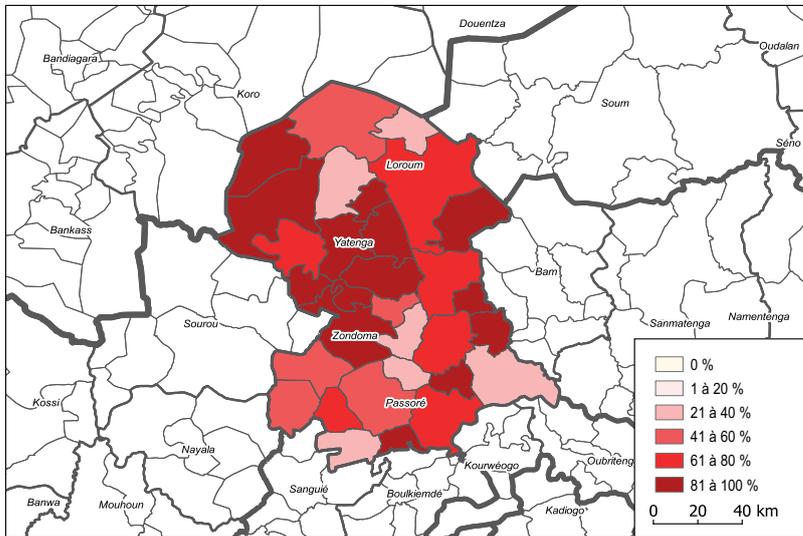
question lors des 30 derniers jours.
 3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.
 4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

👤 Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI dans la localité au cours des trente jours précédant la collecte de données :



Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

PDI		Retournés ⁶		Réfugiés ⁶	
1	Yatenga 87%	1	Loroum 64%	1	Loroum 8%
2	Zoundma 68%	2	Yatenga 5%	2	Yatenga 2%
3	Loroum 64%				

Selon le CONASUR, la région du Nord comptait 143 544 personnes déplacées au 30 novembre 2021¹, soit une augmentation de 12% par rapport au mois de septembre, date du précédent rapport de suivi de la situation humanitaire⁷. Cette augmentation est reflétée dans les données recueillies auprès des IC : ainsi, 76% des localités évaluées accueillait des PDI en novembre contre 64% en septembre. Parmi celles-ci, 26% avaient connu une arrivée récente de PDI, notamment dans les communes de Namissiguima, Ouahigouya (province du Yatenga) et Ouindigui (province du Loroum). Au mois de novembre, les localités d'origines des PDI enregistrées dans la région s'étaient diversifiées : ainsi, la commune de Zogore (province du Yatenga) comptait des PDI en provenance de la province voisine du Sourou (région de la Boucle du Mouhoun). Ceci pourrait être dû aux attaques ayant eu lieu au cours du mois de novembre dans la province⁸. La présence de personnes déplacées originaires de la province du Bam (région du Centre-Nord) était également signalée dans plusieurs communes du Yatenga et du Passore. Enfin, selon les IC, les provinces du Loroum (communes de Bahn et Titao) et du Yatenga (Ouahigouya, Thiou) accueillait également des réfugiés maliens originaires de la région de Mopti. Un groupe de discussion a pu être mené par REACH avec certains d'entre eux dans la commune de Thiou, dont les conditions de vie restent précaires⁹.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :

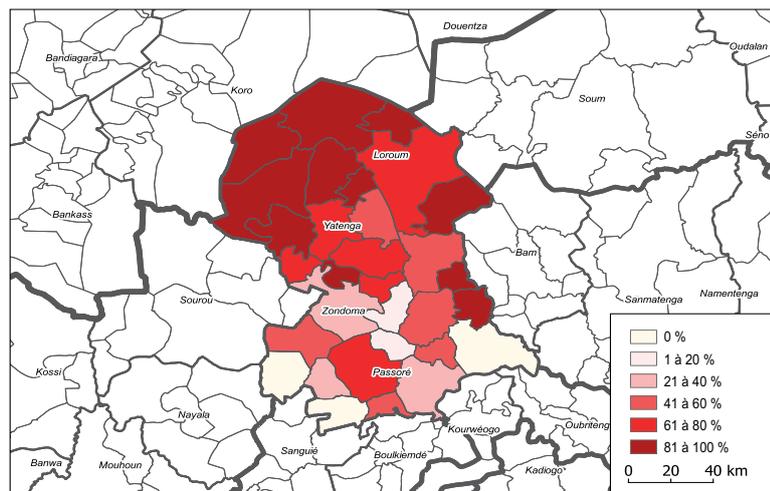


L'augmentation du nombre de personnes déplacées dans la région du Nord est à mettre en lien avec la multiplication des activités des groupes armés dans les zones frontalières de la région ainsi que dans les communes de Titao et Ouindigui¹⁰. Des mouvements de retour des populations étaient cependant notables dans certaines communes, notamment Solle (Loroum) et Koumbri (Yatenga) selon les IC.

🌾 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Les données recueillies en matière de sécurité alimentaire signalait une situation inquiétante dans la région. Malgré la période post-récolte, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans 63% des localités évaluées, contre 51% en novembre 2020¹¹. La situation semblait notamment s'être dégradée dans les provinces du Passore, du Zoundma et du Yatenga. Selon les IC, l'insuffisance des pluies était en cause dans 87% des localités évaluées, ce qui concorde avec les données du Cadre Harmonisé d'octobre 2021 selon lesquelles la saison agricole aurait été particulièrement affectée par la sécheresse¹². Dans le Loroum et le Yatenga, les conséquences de la sécheresse se mêlaient à celles de l'insécurité. Cependant, dans la commune de Thiou où des négociations communautaires avec les acteurs armés avaient permis une accalmie, des participants à un groupe de discussion signalaient une résurgence des attaques qui pourrait impacter l'accès aux moyens d'existence¹³. Dans le Loroum, l'accès aux activités d'élevage était déjà perturbé dans 84% des localités évaluées, et l'agriculture vivrière dans 44% d'entre elles¹⁴. Ainsi, on notait une augmentation du prix des céréales dans 93% des localités évaluées dans la région. Dans le Loroum, on notait aussi des stratégies d'adaptation problématiques telles que la dépense de l'épargne (30% des localités évaluées) ou la réduction des dépenses en éducation ou santé (25%).

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



Principales raisons du non accès à la nourriture (% de localités évaluées)¹⁴

1	Sécheresse / Pluies insuffisantes	87%
2	Prix élevés / Manque d'argent	53%
3	Accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau	39%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales



8. Alerte 184211103_SOUTGN (ID de suivi GCORR) du 6 novembre 2021

9. REACH, Situation multisectorielle dans la commune de Thiou, janvier 2022 (à paraître)

10. Alerte no. 186211015_LOROUJI (ID de suivi GCORR) du 22/10/2021, alertes INSO du 3 et 23 novembre 2021 (Ouindigui), alertes INSO du 7, 13 et 26 novembre 2021 (Titao).

6. La présence de ce groupe n'a été signalée dans aucune des localités évaluées du Passore et du Zoundma

7. REACH, Suivi de la situation humanitaire (HSM), Région du Nord, septembre 2021

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Santé et Nutrition

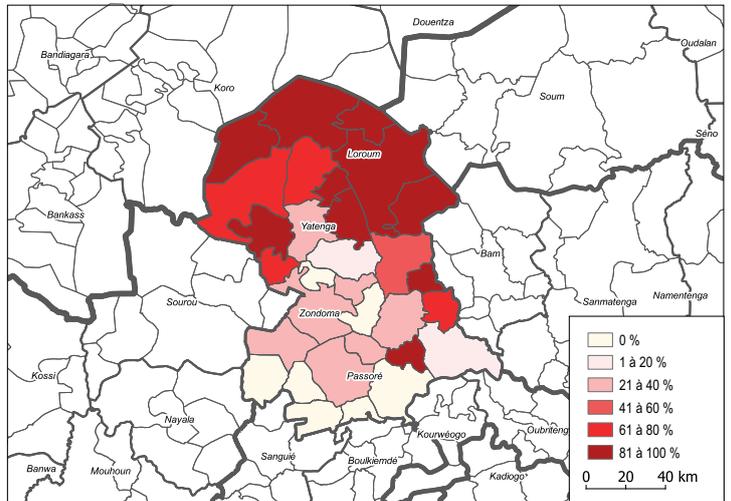
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès¹⁵:

Région du Nord	3%	Absence d'agent de santé
Loroum	16%	Absence d'agent de santé
Yatenga	2%	Absence d'agent de santé ou fermeture liée à l'insécurité

Lors du mois de novembre, la situation en matière d'accès aux services de santé semblait s'être légèrement améliorée dans la région du Nord, seuls 3% des localités évaluées ne disposant pas de services fonctionnels à distance de marche, contre 5% en septembre. La présence d'un dispositif d'urgence pour la prise en charge des maladies critiques était également signalée dans une large majorité (81%) des localités évaluées. Cependant, cet accès était nettement moins bon dans le Loroum, où seules 28% des localités évaluées disposaient d'un tel service, et où l'absence de services de santé était rapportée dans 16% des localités, notamment dans la commune de Bahn. Enfin, l'accès aux programmes nutritionnels semblait plutôt bon, avec 97% des localités évaluées disposant d'au moins un type de service.

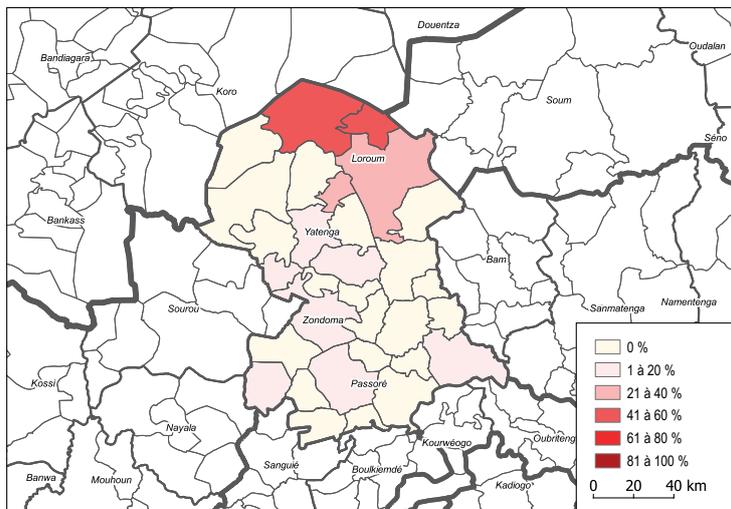
Protection

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :

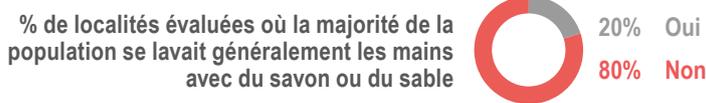


Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :



L'accès à l'eau semblait relativement satisfaisant dans la région du Nord dans les trente jours précédant la collecte de données, mis à part dans le Loroum où, selon les IC, la majorité de la population n'avaient pas accès suffisamment d'eau pour satisfaire ses besoins dans 32% des localités évaluées, notamment dans les communes de Solle et Bahn. Par ailleurs, dans 24% des localités évaluées de la province, une partie de la population n'avait pas pu accéder à sa source d'eau de préférence à cause de l'insécurité. Enfin, les résultats en matière d'hygiène et assainissement étaient mitigés. Ainsi, la majorité de la population se lavait les mains sans agent nettoyant (savon, sable) dans 80% des localités évaluées, et la défécation à l'air libre était pratiquée par la majorité de la population dans 48% d'entre elles.



Evolution du pourcentage de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité¹⁷:

	Novembre 2020	Mai 2021	Novembre 2021
Loroum	78%	50%	96%
Yatenga	61%	22%	63%
Passore	26%	17%	21%
Zoundama	25%	6%	26%

Au cours du mois de novembre 2021, la situation de protection semblait s'être dégradée dans la région du Nord. Ainsi, on notait une augmentation des inquiétudes de protection depuis le mois de mai dernier (voir tableau ci-dessus). Il semblerait que ce sentiment soit accompagnée d'une hausse effective des incidents, notamment depuis la fin de la saison pluvieuse¹⁸. Les inquiétudes étaient plus marquées dans les provinces frontalières du Loroum et du Yatenga, sujettes à davantage d'incidents de protection¹⁹. Cependant, on notait aussi une augmentation des craintes dans des provinces habituellement moins affectées, telles que le Zoundama, comme en témoigne le tableau ci-dessus.

Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{14,20}:

Violence par un groupe armé	62%
Ne pas pouvoir se faire soigner	37%
Restrictions de mouvement	34%
Criminalité	28%

La principale inquiétude signalée dans les localités évaluées était liée à la violence par les groupes armés, suivie par la crainte de ne pas pouvoir se faire soigner en raison de l'insécurité, ainsi que les restrictions de mouvement. Des inquiétudes spécifiques existaient également dans chacune des provinces de la région. Ainsi, les IC signalaient des craintes d'enlèvement dans 40% des localités évaluées de la province du Loroum, ainsi que des inquiétudes face à la présence d'engins explosifs improvisés (EEI) dans 52% de celles-ci, notamment dans la commune de Solle. Enfin, des craintes de vol de bétail étaient signalées par les IC dans une majorité des localités évaluées dans les communes de Bahn (Loroum) et Kain (Yatenga). Malgré la présence de ces inquiétudes sécuritaires, les relations intercommunautaires entre populations non déplacées et PDI semblaient rester bonnes dans 96% des localités évaluées.

11. Données collectées par REACH dans le cadre du projet de suivi de la situation humanitaire (HSM).
 12. MAAHM, Troisième mission conjointe de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale 2021/2022 et de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages, Octobre 2021.
 13. REACH, Situation multisectorielle dans la commune de Thiou, janvier 2022 (à paraître). Pour les négociations communautaires, voir: INSO, Rapport Bimensuel Burkina Faso, Edition 66, novembre 2021. Pour les récentes

attaques et leur potentiel impact, voir par exemple les alertes INSO du 24/11/2021, 07/12/2021 et 06/01/2022 (Commune de Thiou).
 14. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
 15. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.
 17. Données collectées par REACH dans le cadre du projet de Suivi de la situation humanitaire (HSM)

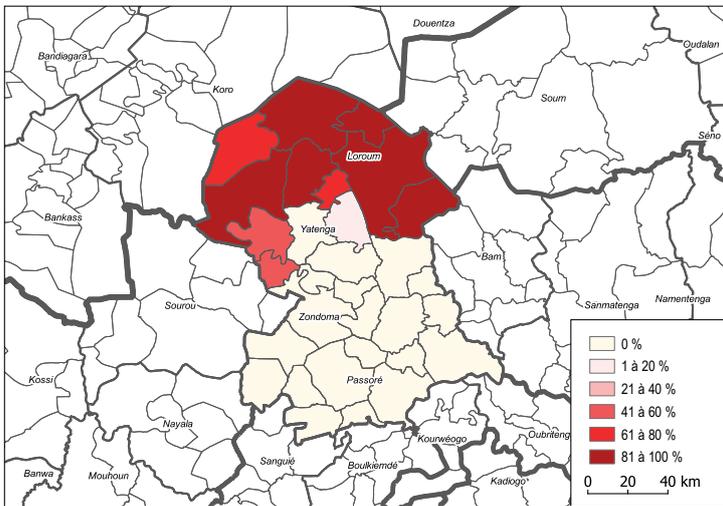
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Education

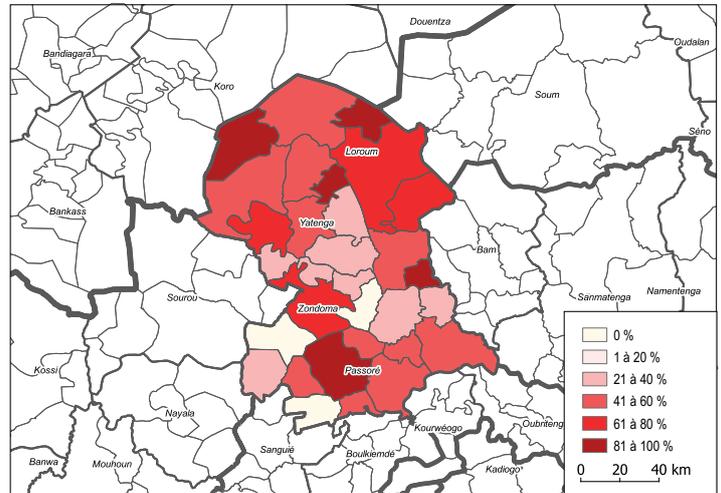
Les données recueillies auprès des IC en novembre 2021 constituent les premières informations collectées par REACH pour la nouvelle année scolaire, la précédente collecte ayant eu lieu en période de vacances²¹. De manière générale, l'accès à l'éducation semblait plutôt bon dans la région, des services éducatifs étant accessibles à la majorité de la population dans 72% des localités évaluées. Cependant, la situation s'était dégradée de manière très importante dans le Loroum, où la population n'avait pas accès à l'éducation dans 96% des localités évaluées, contre 56% en mai dernier. Selon les IC, dans la majorité de ces localités (85%), c'était l'absence d'enseignants pour animer les cours qui était en cause. Par ailleurs, l'accès à l'éducation était également très mauvais dans certaines communes de la province du Yatenga, notamment Koumbri, Thiou, Barga et Kain. Cette thématique est davantage développée dans une factsheet publiée par REACH sur l'impact de l'insécurité sur l'éducation au Burkina Faso²².

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche²³:



Abris et biens non-alimentaires(BNA)

Proportion de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement²⁴:



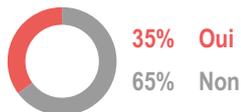
Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{24 25 26}:

- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **82%**
- 2 Abris non adaptés au climat **12%**

Les conditions de vie des personnes déplacées en matière d'abris semblaient s'être légèrement dégradées au mois de novembre dans la région du Nord. Ainsi, selon les IC, les PDI vivaient dans des conditions inadéquates dans 53% des localités évaluées, contre 49% au mois de septembre. La raison principale de cette problématique était le manque d'espace fermé garantissant des conditions d'intimité et de protection (82% des localités évaluées). Ceci pourrait être lié à un afflux plus important de PDI, notamment dans les provinces du Loroum et du Yatenga où d'importants déplacements ont eu lieu dans les semaines précédant la collecte²⁷. Dans 80% des localités de la région, les PDI étaient accueillies gratuitement dans un logement ou sur une parcelle. Enfin, ils occupaient principalement des logements en dur dans 82% des localités évaluées.

Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible



Selon les IC, la majorité de la population rencontrait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible dans 35% des localités. Cette problématique était surtout présente dans le Loroum (84% des localités évaluées). Au niveau régional, la principale raison de ce manque d'information selon les IC était la discrimination dans le partage de l'information. Cependant, dans le Loroum, la principale cause citée par les IC était la situation sécuritaire empêchant l'arrivée de l'information. L'absence de réseau téléphonique stable était la deuxième cause citée dans la province.

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas :

Région du Nord	12%	■
Loroum	68%	■
Yatenga	4%	■
Passoré	3%	■
Zoundoma	0%	■

Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :

Région du Nord	15%	■
Loroum	24%	■
Yatenga	17%	■
Passoré	12%	■
Zoundoma	6%	■

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)²⁶:

- 1 Sécurité alimentaire **98%**
- 2 EHA **46%**
- 3 Moyens d'existence **29%**

18. INSO, Rapport Bimensuel Burkina Faso, Edition 69, Décembre 2021.

19. ACLED, [Crisis Dashboard](#), mis à jour en janvier 2022

20. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

21. REACH, [Suivi de la situation humanitaire \(HSM\), Région du Nord](#), septembre 2021

22. Pour plus d'informations sur ces problématiques dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel, voir REACH, [Insécurité et accès à l'éducation au Burkina Faso](#), janvier 2022 (à paraître)

23. La définition de 'fonctionnel' et 'à distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.

24. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

25. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

26. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

27. Alerte no. 186211015_LOROUJ (ID de suivi GCORR) du 22/10/2021 et 184211017_YATOJUA du 19/10/2021